













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES







**Accord-cadre pour le déploiement de la signalétique
dans les sites de la CMA Nouvelle-Aquitaine**

**Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine
Service Marchés Publics
46 Rue Général de Larminat
33000 Bordeaux**

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	Accord-cadre pour le déploiement de la signalétique dans les sites de la CMA Nouvelle-Aquitaine
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	3 ans
	Reconduction	Sans
	Prix	Par marché subséquent
	Variation des prix	Avec
	Avance	Par marché subséquent

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	Ordinaire
	Fréquence d'attribution des MS	A la survenance du besoin
	Critères d'attribution des MS	Spécifiques aux marchés subséquents
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché subséquent
	Pénalités de retard	Prévues dans l'accord-cadre
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance	7
9 - Modalités de règlement des comptes	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement	7
9.3 - Délai global de paiement	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	8
12.1 - Vérifications	8
12.2 - Décision après vérification	8
13 - Garantie des prestations.....	8
14 - Maintenance	9
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	9
16 - Pénalités	9
16.1 - Pénalités de retard.....	9
16.2 - Pénalités forfaitaires	9
16.4 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
17 - Assurances	9
18 - Résiliation du contrat	10
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	10
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
19 - Règlement des litiges et langues	10
20 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne le déploiement de la signalétique dans les sites de la CMA Nouvelle-Aquitaine : Conception, fabrication, fourniture, pose, dépose, maintenance

Lieu(x) d'exécution : Région Nouvelle-Aquitaine.

Tous les sites concernés par les prestations objets de l'accord-cadre sont listés en annexe du CCTP de la présente consultation.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin. La CMA NA pourra remettre en concurrence les titulaires de l'accord-cadre jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les dits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

A chaque remise en concurrence les titulaires doivent remettre une offre ou justifier par écrit de leur impossibilité de répondre. En l'absence de justification ou de réponse, une pénalité sera appliquée au titulaire concerné.

Lesdits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

- Une lettre de consultation sera adressée à chaque opérateur référencé de l'accord-cadre, accompagné d'un dossier de consultation. Cette lettre comportera tous les éléments permettant aux Titulaires de remettre une offre (type de prestations, quantité, type de délais de livraison applicables, nombre de points de livraison et lieux) pour chaque besoin.
- Les titulaires devront se rendre sur le(s) site(s) concerné(s) par le marché subséquent, dans les conditions fixées dans la lettre de consultation, afin de :
 - Réaliser un état des lieux (prise de mesures, photos, points techniques),
 - Proposer des solutions adaptées (formats, matériaux, contraintes architecturales ou ERP),
 - Identifier d'éventuelles contraintes d'installation ou de dépose.

Un relevé technique et estimatif devra être transmis à la CMA dans les 8 jours ouvrés suivant cette visite, incluant : recommandations techniques, propositions de supports adaptés, chiffrage estimatif (devis basé sur bordereau).

- La CMA NA adressera par mail son acceptation ou son refus du devis envoyé par les titulaires.
- La consultation se fera via le profil acheteur et un marché subséquent, signé des 2 parties sera notifié.

Lors des remises en concurrence à la survenance du besoin, l'acheteur attribue le marché subséquent au titulaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur le critère prix (jugé selon le devis transmis suite à la demande, respectueux du bordereau des prix plafonds contractualisé à la notification de l'accord-cadre) et le critère technique. Une offre qui ne respecte pas le délai de remise du devis, de livraison et/ou toutes les caractéristiques techniques attendues, sera écartée d'office, comme offre irrégulière.

Les critères d'attribution des marchés subséquents et leur pondération seront définis, par marché subséquent, dans la lettre de consultation de chaque remise en concurrence.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Bordereau des prix plafonds
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 05/01/2026.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution. La date de fin d'un marché subséquent pourra dépasser la date de fin de l'accord-cadre, tant que le marché subséquent aura été notifié avant le terme de l'accord-cadre.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

L'offre de prix remise par le candidat dans l'accord-cadre correspond à des prix plafonds. L'offre de prix remise par le candidat est une offre indicative. Celle-ci sera précisée ou complétée lors de la passation des marchés subséquents. Les prix plafonds correspondent aux prix maximums qui pourront être appliqués par le titulaire du marché lors de la passation des marchés subséquent.

En cas de prestations spécifiques ou caractéristiques techniques spécifiques lors de la passation des marchés subséquents, des prix supplémentaires ne figurant pas au bordereau de prix, pourront figurer sur le devis du prestataire.

Les prix plafonds indiqués par le candidat pour chaque prestation, sont réputés comprendre tous les coûts afférant : frais de livraison, frais d'installation, frais d'entretiens, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire, à l'exception des charges liées à l'installation des sites contraints ou en hauteurs. Ces charges feront l'objet d'un chiffrage propre au moment du lancement des marchés subséquents.

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La révision des prix est applicable périodiquement au bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre, de la manière suivante :

Les prix plafonds sont révisés tous les 6 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre par application aux prix plafonds de l'accord-cadre d'un coefficient de révision CN résultant de la variation de l'indice défini ci-dessous.

$$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial du marché} * C_n$$

$$C_n = 0.15 + 0.40 (I_n/I_0) + 0.35 (S_n/S_0) + 0.10 (T_n/T_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- « n » : mois qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
- Index (n) : valeur du dernier index définitif de référence mis en ligne (DML) au 1er jour du mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro
- **Indice I** = Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes - Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes - Identifiant 010535438 -
- **Indice S** = Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Industries mécaniques et électriques (IME) - Identifiant 001565183
- **Indice T** = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises CPF49 - transports terrestres et transports par conduite - Identifiant 010766362

Le coefficient (C_n) est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité

La révision des prix s'appliquera aux prix en fonction de la date de remise du devis.

Le titulaire du marché devra envoyer dans les 15 jours précédant la nouvelle période d'application du BPU, le détail de son calcul du coefficient Cn avec les justificatifs afférents pour le calcul de la formule, à l'adresse cmar-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr
En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Il appartiendra au titulaire de calculer la variation des prix et de transmettre le bordereau des prix plafond mis à jour en y ajoutant une colonne faisant apparaître le coefficient Cn et une autre avec le montant des prix révisés suite à la variation des prix, faute de quoi les prix plafonds du bordereau de la période précédente resteront applicables.

Les prix des marchés subséquents sont fermes.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **CMA Nouvelle Aquitaine (Siège) 13002792300015**

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse de livraison :

Tous les sites concernés par les prestations objets de l'accord-cadre sont listés en annexe du CCTP de la présente consultation.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Les conditions de remplacement d'une personne physique nommément désignée par le titulaire pour intervenir seront définies par chaque marché subséquent.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Les dispositions applicables au stockage, à l'emballage et au transport des fournitures seront définies par chaque marché subséquent.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Maintenance

Les conditions de maintenance des prestations seront définies par chaque marché subséquent.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités. Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R / 1\,000$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché subséquent.

16.2 - Pénalités forfaitaires

En cas d'absence de réponse à un marché subséquent ou de justification de l'impossibilité d'y répondre, une pénalité forfaitaire de 100 €HT sera appliquée.

16.4 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 250,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services